



Paris, le 26 novembre 2012

Claire RANNOU, déléguée nationale
Pour l'ANRAT

Quelques propositions de l'ANRAT
(Association Nationale de Recherche et d'Action Théâtrale)
**pour des avancées réalisables en faveur d'une généralisation de
l'éducation artistique et culturelle**

Qu'il me soit permis, en préambule, de vous faire part de deux remarques qui nous sont venues à l'esprit en lisant très attentivement le texte de présentation de la consultation nationale qui définit le cadre de vos travaux. Ce texte proclame le désir de généralisation sans barguigner, ce dont nous nous félicitons. Mais aussitôt formulé cet objectif, le texte introduit deux restrictions qui m'ont paru contredire l'ambition première :

1. « *La concertation a rappelé l'importance du « hors temps scolaire »* » : sauf à imaginer l'inscription obligatoire de tous les enfants et adolescents dans un conservatoire, dans un cours privé, au centre de loisirs, au centre d'action sociale, je ne vois pas comment nous pouvons espérer la généralisation. Dès lors, la seule généralisation risque d'être celle, déjà existante, du numérique et des industries culturelles.

Si la question de la prise en compte des différents temps de l'enfant doit évidemment être traitée, il me semble que l'on risque, en oubliant l'école, non seulement de laisser beaucoup d'enfants de côté, mais surtout de priver l'école d'un levier de refondation pédagogique essentiel.

2. Le paragraphe suivant annonce que « *Le temps est venu de privilégier une approche territoriale de l'éducation artistique et culturelle en partant des pratiques et de l'expérience des territoires* ». *Que peut encore l'État pour les collectivités territoriales ?* était le titre d'un passionnant séminaire organisé voilà trois ans par le ministère de la Culture et de la Communication. Actuellement, vivre à Annecy garantit à 70% la chance de vivre un parcours d'éducation artistique exemplaire. Je pourrais citer d'autres collectivités très engagées. Ailleurs, le chiffre retourne à sa tendance nationale naturelle, autour de 5% si l'on excepte les dispositifs « élèves au cinéma ». **Le cadre doit être national, si l'on veut garantir l'équité.** Actuellement, le revers de l'hyper territorialisation de l'éducation artistique risque d'aboutir à l'atomisation : on est « fermé sur soi jusque dans les confinements de l'intra-atomique », comme le dit Emmanuel Levinas. Il faut penser les plateformes interrégionales, et inter-territoriales qui sauront garantir le sens commun des actions singulières. En outre, nombre de collectivités sont organisées selon la même division dramatique en services étanches « éducation » et « culture », l'un ne parlant pas à l'autre. Les territoires, parfois, reproduisent les clivages qui font obstacle sur le plan national, entre éducation et culture.

Un projet national pour l'éducation artistique et culturelle est un acte politique qui implique une grande ambition politique nécessairement interministérielle. Elle implique aussi de fonder l'École sur de nouvelles humanités. Aux côtés de la musique et des arts plastiques, les arts du corps que sont le théâtre et la danse doivent y avoir une place indispensable dans un monde que le virtuel et les fragmentations de tous ordres vouent souvent à la désagrégation du lien aux autres. L'Association Nationale de Recherche et d'Action Théâtrale souhaite contribuer, par ces propositions concrètes, à la généralisation de l'éducation artistique et culturelle, si nécessaire à tout projet politique en faveur de la jeunesse.

I. État et territoires : cadre et mise en place d'un plan national pour l'éducation artistique et culturelle

L'État doit garantir le **droit de chaque enfant** à bénéficier d'un **volume horaire annuel obligatoire dédié à l'éducation artistique et culturelle** au cours de sa scolarité dans chaque cycle de l'école primaire, dans deux des cycles du collège et durant une de ses années de lycée. Ce volume horaire correspond à :

- **un parcours de fréquentation des œuvres et des lieux** défini en fonction des ressources du territoire, occasion en particulier d'ouvrir l'accès à ces langages artistiques convoquant le corps comme vecteur de signes, d'émotions et de paroles que sont **le théâtre et la danse**. Cette fréquentation doit être pensée et accompagnée pour favoriser l'appropriation des codes artistiques et des rituels propres à chaque lieu ;
- **des temps de pratique artistique**, la sensibilisation à l'acte artistique ;
- **l'appropriation personnelle de la démarche de création par l'analyse chorale des œuvres, et/ou par la mise en œuvre d'un projet artistique et culturel conçu à l'intérieur du temps scolaire**, mais déclinable sur les autres temps de l'enfant.

L'ANRAT a initié cette expérience dans deux régions, l'Île de France et la Lorraine, grâce à l'expérience collaborative Transvers'Arts. Ces parcours devraient exister dès l'an prochain dans deux autres régions, en s'appuyant sur les structures culturelles et les agences régionales (cf annexe 1).

L'extension de Transvers'Arts à tout le territoire serait d'ores et déjà réalisable, pour peu que l'on prenne appui sur la structuration déjà existante des agences régionales du spectacle vivant à travers la plate-forme interrégionale (PFI), et que deux postes y soient dévolus.

Ce volume horaire peut se décliner selon différentes modalités (heures ou demi-journées hebdomadaires, journées d'intégration, semaine dédiée, etc) définies en amont et au plus tard à la rentrée scolaire, en fonction des partenariats conclus.

Il importe que ce volume horaire s'inscrive **dans le temps de la scolarité**, mais puisse aussi, éventuellement, se déployer sur des temps exceptionnels, en soirée, le week-end ou sur une partie du temps des vacances scolaires, **en fonction de la volonté et des objectifs des porteurs** de projet. De fait, certains parcours de fréquentation des œuvres devraient pouvoir imposer jusqu'à **trois sorties sur le temps scolaire et/ou extrascolaire**, en particulier dans le domaine des arts de la scène. Une refonte des circulaires consacrées à cette question s'avère indispensable sur ce point.

Le nombre total d'heures serait de **108 heures, soit l'équivalent d'une demi-journée par semaine, dont 40 heures en présence d'un partenaire artistique et/ou culturel** (artistes dans la plus large mesure possible, mais aussi personnel des structures culturelles, personnel des conservatoires, responsables associatifs, chercheurs et universitaires,...).

La **validation** de ce cursus d'une année pourrait être menée par l'enseignant, par l'animateur, et le partenaire artistique et/ou culturel à part égale, de façon à valoriser l'engagement et les qualités développées par l'élève.

Ce cadre national est défini de façon ouverte afin que **chaque territoire** puisse se l'approprier en fonction de sa spécificité, de ses ressources artistiques, culturelles et associatives, mais aussi de son histoire en matière d'action culturelle. Si le pilotage, la mise en place, le suivi et l'évaluation des projets locaux sont effectués par des **commissions territoriales pour l'éducation artistique et culturelle** sous la responsabilité conjointe des représentants des ministères, des collectivités territoriales et des structures culturelles et associatives concernés, une **structure nationale interministérielle** opérant la mise en relation des travaux de ces commissions territoriales doit être créée.

II. Le théâtre : vers des théâtres ouverts sur leurs territoires, nouveaux forums citoyens, universités populaires, accueil des pratiques amateurs, rendez-vous de plaisir et de convivialité

Constat : depuis le tournant néo-libéral, l'impératif démocratique a décliné, un certain mépris des termes tels que « populaire », « social », ou « action culturelle » est apparu puis s'est affirmé au point de revendiquer un repli aristocratique de la culture dite d'élite, intégrée progressivement au monde du luxe.

Entrer dans un théâtre pour un jeune ou pour une personne qui ne possède pas les codes sociaux nécessaires est en effet intimidant.

Quelques directions essaient de recréer les conditions d'accueil qui témoignent d'un réel désir de démocratie : elles veulent que leur théâtre soit un lieu de plaisir et de convivialité pour tous, que leur théâtre relève le défi de l'utopie du « Théâtre de service public ». Que les théâtres deviennent des lieux de débat, d'éducation à l'art, de répétition, de circulation, de rendez-vous, de forum, qu'ils puissent rester ouverts pendant les vacances, afin que les vacances soient investies différemment par la jeunesse qui ne part pas. Vous me direz que cela représente un coût, je répondrai que le coût social d'une jeunesse qui décroche d'un système qui l'exclut est explosif. Je répondrai aussi que bien des lieux parviennent à s'ouvrir ainsi aux passants, pour sortir de leur isolement (ex : Ferme du buisson, le 104).

Il ne s'agit pas de dicter une politique mais de constater que le lien du théâtre avec son territoire, avec ses habitants, avec ses associations de quartier ou sa dimension rurale, impose à chaque lieu de penser ses nouveaux modes de circulation de la population.

Sauf à modifier notre regard sur la fonction des lieux, nous risquons de nous retrouver en possession d'un somptueux parc de théâtres de moins en moins ouverts, faute de budgets de diffusion et de production. Pour une création de plus en plus désincarnée.

Il faut inverser la « mission éducative », et admettre modestement que chaque direction, que chaque équipe, a également beaucoup à apprendre de la population, de l'histoire et du territoire dans lesquels elle s'inscrit. Ce que font tous les grands directeurs, sans doute (Emmanuel Demarcy-Mota à la Comédie de Reims, a ouvert son théâtre au festival Momix jusqu'ici soigneusement écarté de la programmation de la Comédie, et il accueille à présent au Théâtre de la Ville des spectacles créés avec des lycéens comme par exemple 11 septembre 2001 de Michel Vinaver). Nombreux sont aujourd'hui les directeurs qui inscrivent leur action dans cette perspective citoyenne, j'ai envie de dire vilarienne. Et cela ne contredit en rien leur exigence artistique qui ne saurait se soumettre à l'exigence pédagogique.

III. Pour un projet éducatif porté par l'ensemble de la communauté des adultes : formation et redéfinition des identités.

Aucun plan national ne verra le jour sans une **nouvelle définition de l'identité professionnelle des adultes professionnels qui accompagnent l'enfant dans son évolution : enseignant, artiste, animateur, travailleur social, enseignant des écoles d'art.** Plus que le simple dispensateur de sa discipline ou de savoirs académiques, l'enseignant doit aussi être investi d'une **mission d'éducation et d'accompagnement** des enfants dans leur découverte du monde et d'eux-mêmes.

C'est pourquoi **tous les enseignants de tous les niveaux et de toutes les disciplines** doivent être en mesure de concevoir ou de porter conjointement la **démarche de projet et de parcours. Les enseignants des disciplines artistiques** doivent s'inscrire au cœur de la mise en œuvre de ce projet du fait leurs compétences et leur expertise. Toutefois, à terme, chaque enseignant devra prendre une part active à la mise en place à l'échelle de son établissement de ce plan national d'éducation artistique et culturelle.

Cette révolution culturelle que nous appelons de nos vœux ne saurait toutefois aboutir sans qu'un grand **programme national de formation de l'ensemble des acteurs de ce plan ne**

soit engagé, associant bien sûr les professionnels de l'enfance, les enseignants, les artistes, mais également, très étroitement, les élus, les responsables des collectivités, les membres des organisations professionnelles. Les enseignants et les cadres (chefs d'établissements, corps d'inspection, conseillers pédagogiques, membres de l'administration centrale) du ministère de l'Éducation nationale doivent également bénéficier de ces formations. Il est aussi impératif de mettre en place **une mission de production d'outils pour soutenir et fournir des ressources aux acteurs du Plan national d'Éducation artistique**. Ces outils doivent être accessibles au plus grand nombre (enseignants et élèves) et être créés en partenariat.

En liaison avec le travail de concertation initié par le ministère de la Culture, il convient en outre de donner une **nouvelle définition des missions des partenaires artistiques** associés aux projets quels qu'ils soient. On ne peut accepter que des artistes intervenants se présentent devant des enfants sans avoir bénéficié au préalable d'une formation minimale faisant l'objet d'une validation qui leur permette de comprendre et d'aborder les **enjeux spécifiques de l'éducation artistique et du partenariat**.

Par conséquent, il nous paraît nécessaire d'organiser des temps de **formation conjointe**, tant initiale que continue, permettant la rencontre de tous les acteurs de ce plan national pour l'éducation artistique.

IV. Modalités de coordination et d'articulation État / Territoire : Conférences régionales inter-territoriales et pôle national pour l'éducation artistique et culturelle

1/ **Les conférences régionales de l'éducation artistique** ont été mentionnées aux premières assises nationales pour la culture des régions, qui se sont déroulées en janvier 2012 à Lyon. Elles sont une réponse à la segmentation école-collège-lycée, car elles associent région, départements, intercommunalités.

2/ **Penser un pôle national de référence**, c'est aussi permettre aux associations de mener leur travail de rassemblement, de veille, d'observation, d'écoute, d'invention, et de mutualiser leurs moyens opérationnels, de concevoir ensemble leurs projets et leurs actions de formations. Les associations représentent, au-delà de leurs équipes, des viviers de personnes ressources qui sont capables de transmettre leurs compétences dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle. Elles bénéficient d'une souplesse de fonctionnement qui leur permet de mettre en œuvre et de mobiliser bien mieux nombre d'institutions, parce qu'elles ne fonctionnent pas selon un mode de gouvernance vertical descendant et qu'elles ne sont pas référées, dans l'imaginaire collectif, à l'autorité qui contrôle et qui sanctionne. Scène d'Enfances et d'ailleurs, La Ligue, L'OCCE, l'ANRAT, Labo 007, THEMMA, et d'autres, travaillent au plus près des professionnels. Une grande politique devrait leur offrir l'opportunité d'être inclus dans un forum permanent, et de bénéficier d'un lieu commun pour travailler.

V. L'ouverture internationale : vers IDEA 2013, 8^{ème} Congrès international Arts de la scène et éducation (cf annexe 2)

2013 doit aussi être marquée, dans le même temps, par le Congrès IDEA Paris 2013, que soutiennent très attentivement le Ministère de la Culture et le Ministère des Affaires étrangères. Il se déroulera à Paris du 8 au 13 juillet 2013. Il est porté par l'Association IDEA Paris 2013, présidée par Madame Catherine Tasca et par l'ANRAT, présidée par Emmanuel Demarcy-Mota. Plus de cinquante pays devraient être représentés, et nous avons souhaité que la recherche et la création y occupent les places de choix. Ce congrès, doit être le nôtre, votre présence témoignera de notre désir commun de transmettre aux enfants, par la rencontre avec la création, la possibilité de devenir des citoyens libres.

Quel rêve peut être le nôtre si ce n'est celui d'une Europe et d'un monde méditerranéen unis par leur projet pour l'art et la jeunesse, celui d'une communauté des langues françaises ouvert à toutes les formes de créolisation artistique, celui d'un monde où la puissance symbolique du fonds poétique commun propre à toute l'humanité prendrait le pas sur les haines et les intimations à la peur des autres ? Le Plan national doit donc revêtir et affirmer une grande ambition internationale et européenne, en défendant l'accès aux œuvres étrangères, la circulation des jeunes sur le territoire européen pour rencontrer d'autres cultures et d'autres œuvres, transmettre leur capacité à parler des œuvres, à créer eux-mêmes. Parce qu'il repose sur un langage en grande partie pré-verbal, le théâtre offre aux jeunes l'opportunité de se rencontrer dans l'au-delà du langage verbal, pour mieux ensuite faire résonner leur langue, et celle de l'autre.

Conclusion

La « division du travail » entre culture et éducation, héritée d'André Malraux, a durablement atomisé et séparé ce qui doit être uni au sein d'une grande politique culturelle. Cette atomisation exacerbe malheureusement les replis corporatistes, surtout en période de crise et de réduction des budgets : certains artistes ou directeurs de lieux se défient de l'éducation artistique car ils craignent qu'elle ne soit le prétexte à l'étranglement de la création. De leur côté les enseignants fustigent parfois ces directeurs qui placent mal les jeunes dans leur salle, en leur demandant tout de même de payer un billet onéreux pour eux.

Que d'incompréhension... Le chemin est long et complexe. « Il faut d'abord trouver la force et le courage. Ensuite vient l'espoir. » (Peter Brook).

Nous devons rassembler tous ces acteurs au lieu de les diviser, contribuer à leur rêve commun, en ayant pleine confiance dans leur immense capacité d'invention et de déclinaison, chacun dans leur territoire. Nous devons aussi instaurer des options arts de la scène ou cinéma dans tous les concours de recrutement des enseignants de lettres, de langue, d'histoire-géographie, et pourquoi pas, de sciences ?

Pourquoi l'art est-il si important pour notre idéal démocratique ? Parce que l'œuvre d'art relie l'expérience intime à l'universel. Nombre d'adolescents s'égarent aujourd'hui dans la surexposition perversifiée de l'intime (via facebook, via la médiatisation des témoignages « vécus »). Peu d'entre eux possèdent l'aisance culturelle leur permettant de maîtriser ces situations sociales nouvelles, de recourir aux masques et au travestissement sans dévoiler l'invulnérable. Or c'est par manque d'intimité qu'on laisse l'intimité se substituer au libre arbitre. Au contraire, des enfants confiants dans leurs sensations, dans leur sensibilité, dans leur capacité à penser et à mettre en doute, dans leur pouvoir d'imaginer, dans leur plaisir de jouer et de s'initier aux symboles, aux langages pré-verbaux et verbaux, ces enfants-là sont armés pour opposer aux intimations extérieures, aux négations de la vie, à l'intolérance et à la haine, toutes les ressources de leur capacité d'invention personnelle et collective. Si 2013 doit être l'année d'IDEA, l'année des enfants, si les années à venir doivent faire de l'éducation artistique une grande priorité nationale, c'est que nous, adultes, avons le plus grand besoin de préparer la voie de cette ré-invention collective du monde que les enfants d'aujourd'hui mèneront bientôt à leur tour, si nous leur avons ouvert la voie. Je terminerai en citant Ariane Mnouchkine qui parlait ainsi, lors d'un entretien consacré à son maître Jacques Lecoq : « Le maître, c'est celui qui ouvre la voie qu'il a renoncé à suivre lui-même ».